COM. 22 MAI 1979
Aff. Soc. KRONE et KRONE FRANCE
c/ZWEEGERS

Brevet n. 1.440.406
Addition n. 89.970

PIBD 1979, 241, III, 271

DOSSIERS BREVETS 1979. IV, n.4

GUIDE DE LECTURE

**- CONTREFAÇON : CONFISCATION D'OBJETS MIS EN CIRCULATION APRES UNE DE-
CISION CONSTATANT LA CONTREFAÇON ****

Rappr. : Paris, 4e ch., 18 avril 1977, Dossiers Brevets 1977, V, n. 4

I - LES FAITS

- : Actes d'exploitation accomplis par Soc. Bernard KRONE et KRONE FRANCE.
- : ZWEEGERS, breveté, demandeur, assigne Soc. B. KRONE et KRONE FRANCE, défendeur, en contrefaçon.
- 4 mars 1972 : T.G.I. Paris, 3ème chambre fait droit à la demande et «ordonne la confiscation entre les mains des sociétés défenderesses de toute machine contrefaisante».
- : Les Sociétés KRONE interjettent appel.
- 4 juillet 1973 : Paris, 4ème chambre, confirme les mesures de confiscation.
- : Actes de fabrication et d'introduction en France d'objets conformes à l'enseignement du brevet par les Sociétés KRONE.
- 23 juillet 1976 : Procès-verbal de confiscation et de mise sous scellés dressé dans l'usine de la Société KRONE FRANCE à la demande de ZWEEGERS.
- : Requête des Sociétés KRONE en interprétation de l'arrêt de Paris du 4 juillet 1973 sur l'objet de la confiscation.
- 18 avril 1977 : Paris, 4ème chambre rend un arrêt d'interprétation déclarant les Sociétés KRONE mal fondées en leur requête.
- 2 août 1977 : Les Sociétés KRONE forment un pourvoi en cassation contre l'arrêt du 18 avril 1977.
- 22 mai 1979 : Cass. com. casse et renvoie devant la Cour d'Appel de Douai.

II - LE DROIT

A - LE PROBLEME

1/ Prétentions des parties

a) Les demandeurs (Soc. KRONE)

prétendent que la confiscation ordonnée par l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 4 juillet 1973 doit s'appliquer exclusivement aux objets qui ont été déclarés constituer une contrefaçon à la date du 4 juillet 1973 et qui étaient et sont encore leur propriété.

b) Le breveté (ZWEEGERS)

prétend que la confiscation ordonnée s'applique à tous les objets contrefaisants détenus par les Sociétés KRONE sur le territoire français, quelle que soit la date de leur fabrication et qu'en particulier la confiscation s'applique aux machines qui ont fait l'objet du procès-verbal de confiscation et de mise sous scellés dressé le 23 juin 1976 dans l'usine de la Société KRONE FRANCE.

2/ Enoncé du problème

La confiscation peut-elle porter sur les objets reconnus contrefaits même s'ils ont été fabriqués ou introduits en France après la décision qui «reconnait» qu'ils sont contrefaits ?

B - LA SOLUTION

1/ Enoncé de la solution :

*«Vu l'article 57 de la loi du 2 janvier 1968,
 Attendu que pour étendre à des objets fabriqués ou introduits en France postérieurement à l'arrêt qui a prononcé au profit de ZWEEGERS la confiscation de faucheuses reconnues contrefaisantes, commercialisées par les sociétés Bernard KRONE FRANCE et KRONE G.M.B.H., l'arrêt attaqué a déclaré qu'à défaut de toutes précisions légales, la confiscation prononcée par elle ne se limitait pas aux objets existants au jour de sa décision ;
 Attendu qu'en statuant ainsi, alors que la confiscation au profit du demandeur ne peut porter que sur les objets reconnus contrefaits par la décision la prononçant et existant à la date de celle-ci, la Cour d'Appel a méconnu les dispositions du texte susvisé»*

2/ Commentaire de la solution

Après avoir brièvement déclaré le pourvoi des Sociétés KRONE contre l'arrêt interprétatif du 18 avril 1977 recevable, la haute juridiction condamne la conception que la décision s'était faite de la confiscation, qui déclarait que c'était à tort que les requérants prétendaient que la confiscation ne pouvait s'étendre à des objets dont l'existence était constatée après la décision, sans que celle-ci statuât pour l'avenir. C'est au jour de la décision de condamnation, qui est constitutive de droit, que l'on doit se placer pour déterminer les objets à confisquer qui auront été reconnus contrefaits et existant à cette date. Cette solution a toutes chances de se maintenir dans l'avenir, eu égard à la nouvelle rédaction de l'article 57, loi du 13 juillet 1978, qui prévoit que la confiscation pourra être ordonnée «des objets reconnus contrefaits qui sur la propriété du contrefacteur à la date de l'entrée en vigueur de l'interdiction» de continuer la contrefaçon (V. Dossiers Brevets 1977, V, n.4).

22 MAI 1979

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE COMMERCIALE, a rendu l'arrêt suivant :

Sur la requête présentée par :

1°) La Société Bernard KRONE-FRANCE, dont le siège social est 32, rue Ambroise Croizat (Oise) mandataire, agissant en la personne de ses représentants légaux, domiciliés audit siège,

2°) La Société KRONE G.M.B.H., dont le siège social est 444 R.F.A., agissant en la personne de ses représentants légaux, domiciliés audit siège,

en cassation d'un arrêt rendu le 18 avril 1977 par la Cour d'appel de Paris (4ème chambre) au profit du sieur Patrus ZWEEGERS, domicilié dans la procédure à Geldrop (Pays-Bas) Eidhovenacheweg 2 et dans l'exploit de signification à Geldrop (Pays Bas)

défendeur à la cassation.

Les demanderesses invoquent, à l'appui de leur pourvoi, le moyen unique de cassation suivant :

"violation et fausse application des articles 57 de la loi du 2 janvier 1968, 455 et 458 et suivants du nouveau code de procédure civile et 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a décidé que la confiscation de machines contrefaisantes, ordonnée par une précédente décision, s'appliquait à des machines fabriquées postérieurement à cette décision, aux motifs que la confiscation, sanction qui peut se cumuler avec la réparation du préjudice et le prononcé d'une astreinte ne se limitait pas, à défaut de toute précision légale, aux objets existants au moment de la décision la prononçant, dès lors que l'objet de la confiscation est autant d'assurer une réparation que la nécessité de faire respecter les droits du breveté, alors que la confiscation qui a exclusivement la nature d'une réparation civile et dont il doit être tenu compte pour la fixation des dommages et intérêts, ne peut porter que sur les objets "reconnus contrefaits", dont le caractère contrefaisant a été reconnu par une décision de justice, et donc des objets existant lors de la décision qui prononce cette mesure".

Sur quoi, LA COUR, en l'audience publique de ce jour,

Sur le rapport de M. le conseiller Jonquères, les observations de Me Barbay, avocat de la société Bernard KRONE-FRANCE et de la société KRONE C.M.B.H. de Me Riché, avocat de Patrus ZWEEGERS, les conclusions de M. Robin, Premier Avocat Général, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi,

Sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par la défense :

Attendu que SWEEGERS soutient que le pourvoi formé par la société KRONE G.M.B.H. et par la société Bernard KRONE FRANCE contre l'arrêt interprétatif de la Cour d'appel de Paris du 18 avril 1977 est irrecevable dès lors qu'il fait corps avec l'arrêt du 4 juillet 1973 et que la critique du pourvoi porte en réalité sur celui-ci alors qu'il n'est plus susceptible d'aucune voie de recours ;

Mais attendu que contrairement à la prétention de SWEEGERS, le pourvoi ne tend pas à porter atteinte à l'arrêt du 4 juillet 1973 mais à faire reconnaître que l'arrêt du 19 avril 1977, objet du présent pourvoi, l'a dénaturé en prétendant l'interpréter, que le pourvoi, est recevable ;

PAR CES MOTIFS, déclare le pourvoi recevable

SUR LE MOYEN UNIQUE :

Vu l'article 57 de la loi du 2 janvier 1968,

Attendu que, pour étendre à des objets fabriqués ou introduits en France postérieurement à l'arrêt qui a prononcé au profit de SWEEGERS la confiscation de faucheuses reconnues contrefaisantes, commercialisées par les sociétés Bernard KRONE-FRANCE et KRONE G.M.B.H., l'arrêt attaqué a déclaré qu'à défaut de toutes précisions légales, la confiscation prononcée par elle ne se limitait pas aux objets existants au jour de sa décision ;

Attendu qu'en statuant ainsi, alors que la confiscation au profit du demandeur ne peut porter que sur les objets reconnus contrefaits par la décision la prononçant et existant à la date de celle-ci, la Cour d'appel a méconnu les dispositions du texte susvisé ;

PAR CES MOTIFS :

CASSE et ANNULE, l'arrêt rendu entre les parties le 18 avril 1977 par la Cour d'appel de Paris, remet, en conséquence, la cause et les parties au même et semblable état où elles étaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la Cour d'appel de Douai, à ce désignée par délibération spéciale prise en la Chambre du conseil ;

Condamne le défendeur, envers les demanderesses, aux dépens liquides à la somme de cinquante et un francs cinquante centimes, en ce non compris le coût des significations du présent arrêt ;

Ordonne que à la diligence de Monsieur le Procureur général près la Cour de cassation, le présent arrêt sera imprimé et sera transmis pour être transcrit sur les registres de la Cour d'appel de Paris, en marge ou à la suite de l'arrêt annulé ;

Ainsi fait, jugé et prononcé par la Cour de cassation, Chambre commerciale, en son audience publique du vingt deux mai mil neuf cent soixante dix neuf ;

Où étaient présents : M. VIENNE, Président, M. JONQUERES, rapporteur, MM. LHEZ, MALLET, ROUQUET, CHEVALIER, BOUCHERY, DELMAS-GOYON, Conseillers : M. BODEVIN, Madame GAUTIER, Conseillère référendaire, M. ROBIN, Premier avocat général, Mademoiselle YDRAC, Greffier de chambre.